



Conseil de l'Union européenne

Secrétariat général

Direction générale Administration

Direction Ressources humaines et Administration du personnel

Le Directeur

S.E. Madame/Monsieur
l'Ambassadeur

Représentant permanent des
États membres auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le 11 décembre 2014

Objet: Détachement de deux experts nationaux auprès du Secrétariat général du Conseil:

- Coordination de la lutte contre le terrorisme

Réf.: END/6/2014 CTC

Madame, Monsieur l'Ambassadeur,

La lutte contre le terrorisme continue de figurer au tout premier plan des préoccupations internationales et de celles de l'UE et la charge de travail du Conseil en ce qui concerne cette importante question ne cesse de croître. Le détachement de deux des experts nationaux travaillant dans ce domaine étant arrivé à son terme, le Secrétariat général du Conseil doit recruter deux experts nationaux détachés chargés d'assister et de conseiller le Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme dans tous les domaines de la politique de l'UE en la matière. L'un des experts nationaux traitera principalement des dossiers liés aux combattants étrangers, l'autre de ceux liés aux aspects de la lutte contre le terrorisme dans des pays et régions tiers.

Les descriptions de poste figurent en annexe. Les experts devraient prendre leurs fonctions au Secrétariat général du Conseil de préférence avant le 1^{er} mars 2015. Il leur sera proposé un contrat de deux ans, susceptible d'être prorogé de deux années supplémentaires.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision du Conseil du 5 décembre 2007 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés auprès du Secrétariat général du Conseil (JO L 327 du 13.12.2007, abrogeant la décision 2003/479/CE). Conformément à cette décision, l'expert national doit avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les actes de candidature, accompagnés d'un curriculum vitae détaillé et d'une lettre de motivation, doivent être transmis par l'intermédiaire des administrations nationales et doivent comporter le nom du point de contact national responsable pour chaque candidat. Ils doivent être transmis par courrier électronique au plus tard le **21 janvier 2015**, à l'adresse suivante:

service.recrutement-END@consilium.europa.eu.

Le Coordinateur pour la lutte contre le terrorisme et la direction des ressources humaines examineront conjointement les demandes reçues, décideront quels candidats seront présélectionnés et mèneront les entretiens.

L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision d'engagement sur la base du résultat du processus de sélection. Le Secrétariat général du Conseil peut également décider de puiser dans la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, à d'éventuels postes vacants requérant le même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du Secrétariat général en s'adressant à Mme Christiane Hoehn
(tél. +32 2 281 5380, courriel: christiane.hoehn@consilium.europa.eu).

Je vous prie d'agréer l'expression de ma haute considération.



Cesira D'ANIELLO

Annexes

Expert national détaché

auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne

Coordination de la lutte contre le terrorisme

Description du poste

(Réf.:END/6/2014 CTC)

A. Principales tâches et responsabilités

En tant que conseiller du Coordinateur, cet expert sera appelé:

- sous l'autorité du Coordinateur pour la lutte contre le terrorisme, soit à prendre en charge plus particulièrement des aspects de la lutte contre le terrorisme ayant trait à un certain nombre de pays et régions tiers (un poste END), soit à prendre en charge plus particulièrement le dossier "combattants étrangers" (un poste END);
- à recenser les domaines se prêtant à une coopération plus poussée dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, aussi bien au sein de l'UE qu'avec des pays tiers, à concourir activement à l'élaboration de projets en la matière, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE, à apporter sa contribution par des propositions et des suggestions et à collaborer avec les institutions de l'UE, les États membres et d'autres intervenants dans le cadre de la mise en œuvre;
- à se tenir informé en permanence et de manière approfondie, grâce notamment à des lectures fournies, au sujet d'un grand nombre de questions liées au terrorisme et à conserver une vue d'ensemble des activités relatives au terrorisme relevant de ses dossiers qui font l'objet de travaux dans tout organe ou groupe de travail du Conseil, ainsi que des évolutions en la matière intervenues à la Commission, au Service européen pour l'action extérieure ou au Parlement, y compris en participant aux travaux de groupes, le cas échéant;
- à participer à des réunions avec le Coordinateur, y compris dans des pays tiers, ou - souvent - à y participer en son nom; à remplacer le Coordinateur pour la lutte contre le terrorisme et à intervenir en son nom dans un contexte européen et international; à s'exprimer souvent en public;
- à rédiger rapidement de nombreux documents d'orientation, y compris pour le Conseil, des discours et d'autres contributions écrites;
- à élaborer les aspects techniques et stratégiques/politiques d'un grand nombre de questions complexes et à conseiller le Coordinateur à cet égard, à évaluer la mise en œuvre et à recenser les domaines où des progrès supplémentaires sont nécessaires;
- à faire avancer les dossiers de manière proactive, continue et autonome, en liaison avec les acteurs concernés, et à apporter sa contribution par des commentaires, des propositions et des suggestions;
- à travailler en étroite concertation et coordination avec les institutions de l'UE, les États membres, des pays tiers, des organisations internationales et des groupes de réflexion;
- à contribuer à des relations étroites entre les autorités à haut niveau chargées de la lutte contre le terrorisme dans son pays d'origine et le Coordinateur pour la lutte contre le terrorisme.

B. Qualifications et expérience

Éléments considérés comme essentiels:

- être titulaire d'un diplôme universitaire (au moins de niveau master);
- avoir travaillé avec les acteurs de la sécurité du pays d'origine;
- avoir une excellente connaissance écrite et orale de l'anglais et une connaissance suffisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne¹;

Pour le poste qui concerne principalement les aspects de la lutte contre le terrorisme dans des pays/régions tiers:

- avoir travaillé dans les relations internationales;
- posséder une expérience en matière d'élaboration de politiques ayant trait aux aspects extérieurs de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme;

Pour le poste qui concerne principalement le dossier "combattants étrangers":

- posséder une expérience en matière d'élaboration de politiques ayant trait aux aspects intérieurs et extérieurs de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme.

Éléments considérés comme un atout:

- avoir occupé un poste d'encadrement supérieur dans le pays d'origine;
- posséder une expérience de travail en milieu international;
- posséder une expérience/une connaissance du fonctionnement de l'UE dans le domaine de la sécurité (intérieure et extérieure);
- avoir une bonne connaissance du français.

C. Compétences et aptitudes

- avoir la volonté et la capacité de travailler dans un environnement exigeant, politiquement sensible, dont l'évolution est rapide et où la charge de travail est importante;
- être en mesure de maîtriser de manière approfondie les aspects à la fois techniques et politiques d'un grand nombre de dossiers complexes et fournir de manière proactive des conseils prospectifs;
- faire preuve d'excellentes capacités de rédaction, de communication (à l'oral et à l'écrit) et de travail en réseau;
- disposer d'un sens aigu du discernement politique;
- être soucieux d'obtenir des résultats;
- disposer d'un sens aigu de l'initiative, de la créativité, de l'autonomie et de la responsabilité;
- être disposé et prêt à voyager fréquemment à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, y compris dans des pays à haut risque;
- être capable de travailler efficacement au sein d'une équipe;
- avoir le sens de la discrétion;
- posséder une habilitation de sécurité au niveau EU SECRET. Cette habilitation doit être obtenue par le candidat auprès de ses autorités compétentes avant le détachement auprès du Secrétariat général du Conseil. La validité de cette habilitation doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le Secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement en tant qu'expert national.

D. Conditions générales

- Être ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous ses droits civiques

¹ Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois, tchèque.